



FACE AUX ATTAQUES, LES SALARIÉS RÉAGISSENT

« **SANS NOUS, PAS DE BAGNOLE !** »

En moins d'une semaine, les salariés ont réagi collectivement aux attaques de la direction à l'appel de la CGT :

- le samedi 13 mai, en équipe A, une centaine d'ouvriers du Montage, rejoints par quelques uns du Ferrage, ont débrayé plus d'une heure et défilé dans l'atelier,
- le vendredi 19 mai, dans l'équipe B, ce sont également une centaine d'ouvriers du Montage, rejoint par des ouvriers de l'Emboutissage et du Ferrage, ont débrayé deux heures jusqu'au changement d'équipe,
- Une cinquantaine d'ouvriers du Montage de l'équipe A ont pris le relais en arrivant au travail.

Les débrayages du 19 répondaient à une provocation supplémentaire de la direction, qui venait de décider, au mépris le plus total de la vie personnelle des salariés, de

Certes, il en faudra plus pour faire reculer la direction, mais nous avons relevé la tête et commencé à nous organiser collectivement. C'est déjà une première victoire morale. La direction aime les salariés écrasés et isolés. Elle redoute les salariés qui font bloc pour ne plus se laisser faire.

TOUT ACCEPTER, C'EST RECULER POUR LONGTEMPS

La direction dit que ce n'est pas de sa faute. C'est à cause du succès de la 5008 qui dépasserait toutes les espérances. Il faudrait mettre les bouchées doubles pour ne pas compromettre son lancement commercial et au delà, l'avenir de l'usine... C'est le chantage habituel !

Pourquoi, alors, la direction continue-t-elle de supprimer des postes dans l'usine ?

Et plus généralement, à la CGT, nous répondons que cette situation n'est pas seulement due au succès des voitures. Toutes les usines sont dans le même cas, de Sochaux à Poissy, en passant par Mulhouse. Toutes utilisent la flexibilité à outrance.

C'est le résultat de la politique de M. TAVARES qui a réduit de façon drastique les effectifs (-17 000 en France ces 3 dernières années) et qui a investi au minimum dans

faire travailler le jeudi de l'ascension et le lundi de pentecôte.

C'est un ras-le-bol total et partagé par un très grand nombre de salariés de l'usine, y compris des équipementiers comme SAS, GSF..., qui s'est exprimé.

Ras-le-bol :

- ✚ des postes surchargés à cause du sous-effectif ;
- ✚ des moyens matériels qui manquent ;
- ✚ des problèmes qui ne sont pas réglés depuis des semaines ;
- ✚ des heures supplémentaires à gogo ;
- ✚ des horaires qui sont modifiés constamment, souvent au dernier moment ;
- ✚ des samedis et des jours fériés travaillés

les usines, réalisant ainsi des centaines de millions d'euros d'économie sur les salaires et les investissements.

Le résultat, on le connaît :

- pour les salariés, ce sont des conditions de travail dégradées, des heures sup souvent non payées, l'emploi précaire qui explose et des paies bloquées.
- pour les actionnaires, ce sont les profits qui explosent.

Alors, continuons à dire qu'on ne veut pas crever au boulot et revendiquons :

- ❖ la création de postes de travail supplémentaires
- ❖ l'arrêt des heures sup à gogo
- ❖ la suppression des compteurs de modulation
- ❖ l'embauche en CDI des intérimaires qui le souhaitent
- ❖ l'augmentation des salaires



Mutuelle PSA :

La direction voudrait faire payer aux salariés les modifications de la loi.

Plusieurs réunions direction/syndicats ont eu pour but de discuter de la nouvelle loi qui doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2018 qui modifie les dépassements d'honoraires et les conjoints à charge.

Une nouvelle loi qui prétend lutter contre les dépassements d'honoraire des spécialistes mais qui en réalité s'attaque aux mutuelles.

Pour, soi-disant, lutter contre les dépassements d'honoraires de certains chirurgiens et spécialistes, le gouvernement Valls a décidé à partir du 1^{er} janvier 2018 de taxer de 7 % les mutuelles qui remboursent les dépassements d'honoraires au-delà des préconisations de la Sécurité Sociale.

Le gouvernement n'a pas eu le courage d'imposer par la loi un blocage des tarifs des professions médicales.

Le constat des dépassements abusifs de certains spécialistes est réel mais on n'a pas toujours le choix de son spécialiste ou de son chirurgien, selon les villes et les régions.

La loi impose donc aux Mutuelles des frais supplémentaires.

La Mutuelle c'est d'un côté les salariés et de l'autre la direction. Qui va payer ?

La direction voudrait faire payer les salariés et refuse d'augmenter sa participation :

- Essentiel (la base, obligatoire) : diminution des remboursements, augmentation du reste à charge.
- Création d'une 2^{ème} cotisation Essentiel (obligatoire) pour couvrir uniquement les dépassements d'hospitalisation.
Ces deux cotisations obligatoires seraient identiques à la cotisation Essentiel actuelle mais ne rembourseraient plus certains dépassements.
- L'option (facultative) : augmentation entre 6 et 10 % de la cotisation avec diminution de certains remboursements.

La CGT demande que la direction augmente sa participation :

Pour la CGT, étant donné le blocage des salaires, il n'est pas question d'accepter une augmentation des cotisations, ni moins de remboursements. C'est une question de maintien du pouvoir d'achat.

En créant une 2^{ème} cotisation Vitali, la direction échappe à la taxation à 7 %, le reste ne représente qu'une majoration d'environ 500 000 euros (option comprise) par an. Ça ne représente que 10 € par salarié et par an en moyenne que PSA peut facilement absorber. Ce n'est que l'équivalent d'un treizième mois de Carlos Tavares !

Aujourd'hui, la direction ne participe qu'à 50 % sur Essentiel et 0 % à l'option.

**Si la direction augmente sa participation,
rien ne change pour les salariés (même cotisation, même remboursements)**

**PSA qui met des milliards pour racheter Opel
n'aurait pas 500 000 € pour financer la mutuelle ?**

**Pas question d'accepter une augmentation des cotisations
et des remboursements en baisse**